



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale
de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges
Références : UD87-2025-279 r géorisques
Code AIOT : 0006000218

Limoges, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIÈRE DESMARAIS

Les Six Bornes
87190 Magnac-Laval

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement CARRIÈRE DESMARAIS implanté Les Six Bornes Route de Dompierre les Eglises 87190 Magnac-Laval. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRE DESMARAIS
- Les Six Bornes Route de Dompierre les Eglises 87190 Magnac-Laval
- Code AIOT : 0006000218
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection a porté globalement sur l'ensemble du site d'exploitation notamment sur le gisement d'extraction et les points de non-conformités relevés dans le précédent rapport d'inspection de 2024 ainsi que le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-012 du 22 février 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Distance de recul - Protection des aménagements	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3.F.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
12	Suivi des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.C.d	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.D.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article II.1.D	Sans objet
2	Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.1.B	Sans objet
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3	Sans objet
5	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.6.B.a	Sans objet
6	Intégration de l'installation dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article IV.1.A.	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c	Sans objet
8	Rejet des eaux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c	Sans objet
9	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 22/09/2010, article 22.1	Sans objet
10	Contrôle des vibrations	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.D.f	Sans objet
11	Contrôle des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19	Sans objet
13	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.B.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation et doit poursuivre les travaux d'aménagements engagés depuis le début de l'année 2024 afin de sécuriser le site pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article II.1.D
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP 01 justifiant de leur actualisation.
Constats : L'exploitant avait transmis en 2024 l'acte de cautionnement pour le renouvellement des garanties financières valide du 11 mars 2024 au 10 mars 2029 d'un montant de 714 224 Euros.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.1.B
Thème(s) : Autre, Bornage et délimitation du périmètre autorisé de la carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'exploitant a montré sur site à l'Inspection sur une partie du périmètre autorisé la réalisation d'une clôture afin de matérialiser la délimitation de l'exploitation de la carrière. En complément, l'exploitant a communiqué un PV de bornage et de reconnaissance de limites pour le rétablissement des bornes établi en 2008 ainsi qu'un plan topographique de levée d'ensemble du bornage de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation - Respect de la cote minimale d'extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale d'exploitation de fond fouille (226 m NGF) devra être strictement respectée. Pour les zones présentant une cote inférieure le cas échéant, un remblaiement sera à réaliser.
Constats : Au vu du dernier plan topographique d'exploitation communiqué (établi le 5 février 2025), il apparaît que la cote minimale d'extraction de fond de fouille de 226 m NGF est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Distance de recul - Protection des aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.3.F.
Thème(s) : Risques accidentels, Distance de recul - Protection des aménagements
Prescription contrôlée : Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. Le front d'exploitation Nord devra satisfaire à cette disposition ainsi qu'à la hauteur maxi de chaque gradin de 15 mètres. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.
Constats : Des travaux d'aménagement et de confortement des fronts ont été engagés par l'exploitant afin de remblayer et de sécuriser le glissoire d'une zone du front en assurant la stabilité des parcelles des riverains situées au-dessus du massif. Toutefois, il apparaît que la distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé (bande des 10 m) n'est pas respectée sur cette zone (voir photos ci-après). Par ailleurs, la hauteur maximale de chaque gradin semble supérieure à 15 mètres (voir photos ci-après).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre les opérations d'aménagement et de confortement des fronts en respectant la bande des 10 m et en veillant à maintenir une hauteur de gradins ne dépassant pas 15 m. A l'achèvement de ces travaux, l'exploitant transmettra à l'Inspection des photos témoignant de la fin de la réalisation de l'opération de mise en sécurité du massif. Il est pris acte de la complexité des travaux mais il est rappelé que la régularisation de la situation relève de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-012 du 22 février 2024 dont l'échéance est dépassée depuis l'automne 2024. Dans ces conditions, les travaux devront être achevés d'ici la fin de l'année 2026 faute de quoi des sanctions administratives seront proposées à M. le préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois



N° 5 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.6.B.a
Thème(s) : Autre, Suivi annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit fournir à l'exploitant un rapport annuel d'exploitation présentant notamment les quantités extraites et les volumes de remblais amenés.
Constats : L'exploitant a communiqué un tableau de synthèse annuel des données de l'exploitation pour l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intégration de l'installation dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article IV.1.A.
Thème(s) : Autre, Intégration de l'installation dans le paysage
Prescription contrôlée : Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieures à 150 000 t et la hauteur des tas est limitée de façon à s'intégrer au mieux dans l'environnement.
Constats : L'exploitant doit veiller à limiter la hauteur des stocks de matériaux afin de limiter l'impact visuel de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet des eaux dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux de nettoyage et de ruissellement de l'aire de nettoyage sont préalablement décantées et canalisées vers des séparateurs d'hydrocarbures de classe 1 avec obturateur automatique.
Constats : L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets d'hydrocarbures en date du 25 novembre 2025 suite à une dernière opération d'hydro-curage du séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejet des eaux dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.A.c
Thème(s) : Risques accidentels, Rejet des eaux dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : L'émissaire est équipé d'un canal de mesure de débit et d'un dispositif de prélèvement. L'émissaire est équipé d'un dispositif de fermeture rapide. Le débit et les analyses des paramètres seront mesurés selon une fréquence annuelle au point de restitution afin de contrôler la qualité des eaux rejetées.

Constats : Les dernières analyses présentées par l'exploitant réalisées le 22/05/2025 sont conformes. Les prélèvements et analyses ont été réalisés par le laboratoire Biobasic Environnement. Le rapport du laboratoire prestataire précise une mesure du débit instantané en surverse du déversoir du bassin aval (exutoire vers le milieu naturel) de 67 l/min le 22/05/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores est effectué périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
Constats : L'exploitant a communiqué la dernière campagne de mesures acoustiques réalisée le 31/10/2024 par Biobasic Environnement. Les valeurs d'émergence obtenues au niveau des habitations sur les 4 points de stations de mesures sont conformes à la valeur réglementaire limite admissible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôle des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.D.f
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des vibrations
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les axes de la construction. Le respect de la valeur limite fixée est vérifié lors de chaque tir réalisé sur la carrière.
Constats : L'exploitant a présenté l'enregistrement des mesures de vibrations lors des tirs effectués le 23/01/2025, 04/02/2025, 20/03/2025, 09/07/2025, le 27/07/2025 et le 19/11/2025 qui présentent des valeurs conformes < 5 mm/s.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des

<p>premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</p> <p>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait parvenir les 2 dernières mesures des retombées de poussières réalisées du 10 février au 12 mars 2025 puis du 22 mai au 20 juin 2025 par le laboratoire Biobasic environnement.</p> <p>Ces 2 dernières campagnes de surveillance des retombées atmosphériques présentent des résultats conformes pour les poussières totales étant largement inférieurs à la valeur seuil (500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante fixée par l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié le 30/09/2016). La station de mesure la plus exposée aux retombées de poussières est la station 1 (125 et 120 mg/m²/j) qui demeure éloignée des zones d'habitation.</p> <p>Au regard du bilan des mesures réalisées sur les huit campagnes consécutives communiquées depuis 2023, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante et la fréquence peut passer à semestrielle.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Suivi des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.4.C.d
Thème(s) : Produits chimiques, Suivi des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre d'évacuation des déchets pour leur élimination ou retraitement/valorisation sur lequel est indiqué les dates d'enlèvement, les quantités, la nature, l'origine et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué les derniers bons d'enlèvement des déchets.</p> <p>Toutefois, en complément l'exploitant doit établir et tenir à jour un registre de suivi d'évacuation des déchets pour leur élimination ou retraitement/valorisation sur lequel est indiqué les dates d'enlèvement, les quantités, la nature, l'origine et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection un registre de suivi d'évacuation des déchets qui précise les renseignements attendus.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.B.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés une fois par an par un organisme de contrôle extérieur.
Constats : L'exploitant a transmis la dernière fiche de vérification annuelle des extincteurs en date du 20/02/2025 réalisée par l'organisme Eurofeu qui mentionne aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article III.5.D.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au moins une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
Constats : L'exploitant a communiqué le dernier rapport de contrôle de l'organisme Bureau Veritas suite à une visite périodique réalisée le 20/02/2025. Dans ce dernier rapport, il est mentionné plusieurs écarts notamment une non-conformité qui subsiste et demande de réaliser un verrouillage entre l'unité fonctionnelle et le disjoncteur général BT (date du 1^{er} signalement le 03/11/2016). Dans ce dernier rapport de contrôle, des nouveaux écarts ont été relevés en 2025 : <ul style="list-style-type: none"> - alimenter le dispositif de protection contre les défauts internes du transformateur - remplacer le dispositif de protection par un modèle assurant le pouvoir de coupure - remplacer le dispositif de protection par un modèle assurant le pouvoir de coupure. - remplacer le dispositif différentiel défectueux afin d'assurer la protection des personnes contre les risques d'électrocution.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant a fourni un planning des travaux prévus en février 2026. Lorsque les travaux seront intervenus, l'exploitant devra communiquer un nouveau rapport de contrôle pour lever ces écarts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois